

Convention collective

**PRODUCTION AGRICOLE
(CALVADOS)**

(1^{er} juin 2004)

(Etendue par arrêté du 16 décembre 2004,
Journal officiel du 28 décembre 2004)

AVENANT N° 1 DU 26 JANVIER 2005 (1)

NOR : AGRS0597080M

Entre :

La fédération départementale des syndicats d'exploitants agricoles
(FDSEA) ;

Le syndicat des éleveurs de chevaux de sang de France ;

La fédération départementale des CUMA,

D'une part, et

Le syndicat général agroalimentaire du Calvados (SGA) CFDT ;

L'UNSA agriculture-agroalimentaire ;

La confédération française des travailleurs chrétiens (CFTC) ;

L'union départementale Force ouvrière (FO) ;

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

Article 1^{er}

Au 1^{er} alinéa de l'article 2.2 « Révision, dénonciation », paragraphe « Révision », remplacer les mots : « aux autres parties signataires » par : « aux autres organisations représentatives dans son champ d'application ».

Au 1^{er} alinéa de l'article 2.2 « Révision, dénonciation », paragraphe « Dénonciation », ajouter une phrase ainsi rédigée : « Cette dénonciation doit donner lieu à dépôt auprès du conseil des prud'hommes de Caen. »

Au 3^e alinéa de l'article 2.2 « Révision, dénonciation », paragraphe « Dénonciation », ajouter une phrase ainsi rédigée : « Toutefois, conformément aux dispositions de l'article L. 132-8, alinéa 4, du code du travail,

(1) La procédure d'extension de ce texte a été engagée.

lorsque la dénonciation est le fait d'une partie seulement des signataires employeurs ou des signataires salariés, elle ne fait pas obstacle au maintien en vigueur de la convention entre les autres parties signataires. »

Article 2

A l'article 3.1 « Commission paritaire d'interprétation », paragraphe « Fonctionnement », supprimer la dernière phrase de l'alinéa 7 ainsi que l'alinéa 8.

Article 3

A l'article 4.7 « Egalité de traitement entre les salariés français et étrangers », après les mots : « d'avancement, de rémunération », ajouter : « de formation, de reclassement, d'affectation, de qualification, de promotion professionnelle ».

Article 4

Au 2^e alinéa de l'article 5.2 « Formalités », après « conformément aux dispositions de l'article R. 241-48 du code du travail », ajouter une phrase ainsi rédigée : « Toutefois, le salarié soumis à une surveillance médicale spéciale définie à l'article R. 241-50 du code du travail bénéficie obligatoirement de cet examen avant son embauchage. »

Article 5

A l'article 6.1.2 « Maladie ou accident de la vie privée », paragraphe « Garantie d'emploi », au 1^{er} alinéa, après les mots : « ne peut constituer un motif légitime de rupture du contrat de travail », ajouter une phrase ainsi rédigée : « La rupture par l'employeur du contrat de travail d'un salarié absent pour maladie n'est possible, pour cause réelle et sérieuse, que lorsque l'absence du salarié est de nature à provoquer la désorganisation de l'entreprise. »

Article 6

A l'article 8.1.3 « Rémunération des astreintes et du temps nécessaire à l'habillage et au déshabillage », paragraphe « Indemnités d'astreinte », après le 1^{er} alinéa, ajouter un paragraphe ainsi rédigé :

« La programmation individuelle des périodes d'astreinte doit être portée à la connaissance de chaque salarié concerné 15 jours à l'avance, sauf circonstances exceptionnelles et sous réserve que le salarié en soit averti au moins 1 jour franc à l'avance. En fin de mois, l'employeur doit remettre à chaque salarié concerné un document récapitulant le nombre d'heures d'astreinte effectuées par celui-ci au cours du mois écoulé ainsi que la compensation correspondante. Ce document, qui est tenu à la disposition des agents de contrôle de l'inspection du travail, est conservé pendant une durée de 1 an. »

Article 7

A l'article 8.1.4 « Travail des jeunes », après le 1^{er} alinéa, insérer un paragraphe ainsi rédigé :

« Les dispositions ci-dessus ne pourront pas avoir pour effet de servir des salaires qui seraient inférieurs au SMIC, de plus de 20 % pour les jeunes de moins de 17 ans et de plus de 10 % pour les jeunes de 17 à 18 ans. »

Article 8

L'alinéa relatif au congé de paternité de l'article 10.8.1 « Congés à la naissance » est complété d'un paragraphe ainsi rédigé :

« Ce congé peut être reporté au-delà des 4 mois dans l'un des cas suivants :

- hospitalisation de l'enfant, en ce cas le congé de paternité doit être pris dans les 4 mois qui suivent l'hospitalisation ;
- décès de la mère et en ce cas le congé de paternité doit être pris dans les 4 mois qui suivent la fin du congé dont bénéficie le père en vertu des dispositions de l'article L. 122-26-1 du code du travail. »

Article 9

A l'article 12.3 « Utilisation des produits anti-parasitaires, corrosifs, toxiques ou dangereux », il est inséré un alinéa 1^{er} ainsi rédigé : « Conformément aux dispositions des articles R. 231-54-2 et R. 231-54-4 du code du travail, l'employeur est tenu aux mesures générales de prévention des risques chimiques et à l'information des travailleurs concernés, des délégués du personnel ou du comité d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail (CHSCT). »

Article 10

Au 3^e alinéa de l'article 13 « Départ à la retraite à l'initiative du salarié », remplacer « 3 mois » par « 2 mois »

Article 11

Au 1^{er} alinéa de l'article 14.6 « Délai de préavis », après : « Sauf le cas de faute grave justifiant le licenciement sans préavis » sont insérés les mots suivants : « ou de départ à la retraite à l'initiative du salarié ».

Le présent avenant sera déposé par la partie la plus diligente au service départemental de l'inspection du travail, de l'emploi et de la politique sociale agricoles du Calvados.

Les parties en demandent l'extension.

Fait à Caen, le 26 janvier 2005.

(Suivent les signatures.)